

De quel macronisme Macron est-il le nom ?

lundi 18 mars 2019, par [SALINGUE Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 13 mars 2019).

Sommaire

- [La fuite en avant répressive](#)
- [Européennes : Macron, sauveur](#)
- [Grand débat : beaucoup de \(...\)](#)
- [Benalla : l'« affaire d'été »](#)
- [Le macronisme : une main \(...\)](#)

La fuite en avant répressive de la Macronie et ses soutiens

Pas une semaine ne se passe sans nouveaux témoignages et nouvelles images de violences policières commises, notamment, dans le cadre des manifestations des Gilets jaunes. Mais la Macronie et ses soutiens, loin de vouloir freiner la machine répressive, semblent pris dans une irrésistible fuite en avant, où se mêlent déni, mauvaise foi et provocations.

Le mercredi 6 mars, Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili et Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, appelait le gouvernement français à « [mener] urgemment une enquête approfondie sur tous les cas rapportés d'usage excessif de la force » contre le mouvement des Gilets jaunes. Après le Conseil de l'Europe, qui avait appelé fin février à « suspendre l'usage du LBD dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre » afin de « mieux respecter les droits de l'homme », c'est donc un nouvel organe peu suspect de sympathies gauchistes qui s'en prend explicitement à la politique répressive du gouvernement français. Et comme on pouvait s'y attendre, la réaction de ce dernier a été à la hauteur du mépris affiché depuis plusieurs mois à l'égard des centaines de victimes de violences policières.

« En France on est dans un État de droit »

« J'aime beaucoup entendre les conseils du haut-commissaire mais je rappelle qu'en France on est dans un État de droit et que la République à la fin est la plus forte », a ainsi commenté Édouard Philippe, tandis que Benjamin Griveaux affirmait « s'étonner tout de même de se retrouver cité dans une liste entre le Venezuela et Haïti où il y a eu des morts [...] à la suite de manifestations ». On relèvera qu'au-delà de son mépris affiché à l'égard de Michelle Bachelet, le Premier ministre s'appuie sur un raisonnement circulaire (« Il n'y a pas de violences policières dans un État de droit, or la France est un État de droit, donc il n'y a pas de violences policières en France ») dont on pourrait facilement inverser la logique (« Il n'y a pas de violences policières dans un État de droit, or il y a des violences policières en France, donc la France n'est pas un État de droit »). Idem pour Benjamin Griveaux, qui non seulement sous-entend ce que le rapport du Haut commissariat ne dit pas (aucune comparaison n'y est effectuée avec le Venezuela ou Haïti), mais témoigne en outre d'un « étonnement » que l'on peut aisément lui renvoyer : ce qui est « étonnant » n'est pas que la France soit citée dans le rapport, mais que certains feignent de croire qu'il y aurait de quoi s'en offusquer.

L'axe Mélenchon-Maduro-Bachelet

Au-delà du personnel politique de la Macronie, le rapport du Haut commissariat n'a pas manqué de faire réagir certains éditorialistes chiens de garde, qui sont eux aussi montés au créneau pour délégitimer la prise de position de Michelle Bachelet. Cette dernière a ainsi été traitée par l'inénarrable Jean-Michel Apathie de « sous-secrétaire désœuvrée qui s'est exprimée un jour où elle s'ennuyait », tandis que l'émission « 24 heures Pujadas » du 6 mars, sur LCI, a donné lieu à un échange surréaliste entre, notamment, Serge Raffy de l'*Obs*, Sophie Coignard du *Point* et Ivan Rioufol du *Figaro*. Y ont été dénoncés, pêle-mêle, entre plaisanteries de mauvais goût et sourires entendus une « instrumentalisation de l'ONU », une « attaque contre la France », une « manipulation politique », une tentative de « salir le gouvernement français » et, en apothéose, un « axe assez troublant » réunissant « les Chavistes », la FI et Michelle Bachelet [1]. Misère...

Des réactions qui prêteraient à sourire si la situation n'était pas aussi grave, avec des centaines de blessés et des dizaines de mutilés, et qui traduisent « en même temps » un mépris souverain à l'égard des Gilets jaunes et une adhésion de plus en plus inquiétante au tout-répressif. En effet, force est de constater que si l'étonnement est simulé, le cynisme ne l'est pas et que, même si la question des violences policières s'est peu à peu installée dans le débat public, certains tentent toujours effrontément de minorer le phénomène. La bataille continue, au côté des Gilets jaunes, des comités Vérité et justice, des associations de victimes, et de toutes celles et tous ceux qui refusent que l'inacceptable soit normalisé.

Julien Salingue

1. On attend avec impatience la prochaine émission de David Pujadas consacrée au complotisme...

• Créé le Mardi 12 mars 2019, mise à jour Vendredi 15 mars 2019, 11:31 :

<https://npa2009.org/actualite/politique/la-fuite-en-avant-repressive-de-la-macronie-et-ses-soutiens>

Européennes : Macron, sauveur suprême ?

Dans une tribune publiée en 28 langues et dans divers quotidiens européens (*The Guardian*, *Die Welt*, *El Pais*, *Corriere della Serra*...), Emmanuel Macron s'est posé en sauveur d'une Union européenne en crise, espérant donner le coup d'envoi symbolique d'une campagne qui s'annonce déjà, en France, marquée par le contexte de mobilisation sociale, autour notamment du mouvement des Gilets jaunes.

À la lecture de la tribune de Macron, on aurait presque l'impression que celui qui entend montrer la voie aux peuples européens pourrait se targuer de réussites dans son pays. Voilà qui ne manque pas de faire sourire, mais aussi grincer des dents, lorsque l'on regarde la situation politique et sociale en France : rétrécissement spectaculaire de la popularité de Macron depuis son élection, contestation tous azimuts, avec notamment le mouvement des Gilets jaunes, crise politique sans fin au sein de la Macronie, fuite en avant autoritaire pour faire taire toute contestation...

« Renaissance européenne » ?

Mais de quel bilan national Macron peut-il bien se vanter ? À moins qu'il ne s'agisse, une fois de plus, d'opérer une diversion aussi discrète qu'une sortie d'Alexandre Benalla, en se posant en seul recours face aux courants les plus nationalistes et réactionnaires qui ne cessent de progresser aux

quatre coins de l'Europe. Et à ce petit jeu, le moins que l'on puisse dire est que Macron n'est guère crédible, lui qui, tout en agitant l'écran de fumée d'une « renaissance européenne », se pose en défenseur de l'UE, de ses institutions, de sa monnaie, de ses politiques libérales et destructrices. Les mêmes politiques qui, en générant toujours davantage de misère, de précarité, de désespoir, sont le terreau fertile sur lequel se développent les courants les plus réactionnaires, qui ont dû se féliciter de la tribune de leur meilleur ennemi Macron. Le Premier ministre hongrois Orbán ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui a salué dans le texte du président français « un bon point de départ pour un dialogue sérieux et constructif sur l'avenir de l'Europe » (*sic*).

« Il faut faire plus, plus vite »

Il faut dire qu'au-delà des postures et des déclarations d'intention grandiloquentes, Macron a fait une série de propositions qui ne sont pas pour déplaire aux droites extrêmes et aux extrêmes droites. Ainsi en va-t-il notamment des pistes évoquées autour des questions de frontières et de migrations. « Je crois, face aux migrations, à une Europe qui protège à la fois ses valeurs et ses frontières », écrit ainsi Macron, qui explique qu'il faut « remettre à plat l'espace Schengen » et mettre en place « une police des frontières commune et un office européen de l'asile, des obligations strictes de contrôle, une solidarité européenne à laquelle chaque pays contribue ».

Le président français défend en outre la perspective d'un « traité de défense et de sécurité » et d'une « augmentation des dépenses militaires » pour « protéger notre continent ». Une rhétorique qui, là encore, bien qu'elle puisse heurter la sensibilité de certains nationalistes peu favorables à une défense européenne commune, s'inscrit dans une logique de construction d'une Europe forteresse et militariste dont on ne voit pas bien ce qu'elle aurait de « progressiste »...

Aucune rupture en vue donc, mais au contraire une continuité assumée, une reprise des thématiques des courants les plus réactionnaires, et une promesse d'accélération des contre-réformes (« Il faut faire plus, plus vite ») qui devraient renforcer toutes celles et tous ceux qui sont déterminés à ne pas se laisser duper par le chantage de Macron et à se mobiliser en conséquence.

Julien Salingue

• Créé le Mercredi 13 mars 2019, mise à jour Mercredi 13 mars 2019, 11:48 :
<https://npa2009.org/actualite/politique/europeennes-macron-sauveur-supreme>

Grand débat : beaucoup de blabla pour rien

Ouvert depuis la mi-janvier, et prévu pour s'achever mi-mars, le « Grand débat » tient toutes ses promesses : une opération de diversion/communication organisée par la Macronie, qui fait mine d'entendre les questions posées par la mobilisation des Gilets jaunes... tout en prétendant y apporter ses propres réponses. Et le moins que l'on puisse dire est que la manœuvre ne fait guère illusion...

« Des décisions très profondes dans différents champs » : voilà ce qu'a annoncé Macron à la fin du mois de janvier. Autant dire : du blabla et des mauvais coups en préparation. Et depuis, nombre de « ballons d'essai » ont été lancés par des parlementaires et des membres du gouvernement, qui donnent une idée de ce qui trotte dans la tête de la Macronie : l'impôt universel sur le revenu

(Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires), des contreparties aux aides sociales (Édouard Philippe, Premier ministre), le retour de la taxe carbone (députés LREM), un référendum autour de questions institutionnelles (divers membres de la majorité), etc. Autant de « propositions » dont le seul point commun est d'être complètement à côté de la plaque si l'on observe les aspirations du mouvement des Gilets jaunes, et même, pour certaines d'entre elles de vouloir s'en prendre encore un peu plus aux classes populaires...

Macron n'est pas au bout de ses peines

Les enquêtes d'opinion indiquent en tout cas, malgré toutes les précautions qui s'imposent, que la grande majorité de la population ne s'y trompe pas. Une enquête Viavoice pour Libération, publiée le 4 mars, révèle ainsi que pas moins de 65 % des sondés considèrent que Macron « ne semble toujours pas comprendre la gravité de la crise politique et sociale actuelle ». Plus significatif encore, seuls 9 % des sondés affirment que le président et son gouvernement « doivent garder le cap de leur politique économique et sociale et des réformes prévues avant la crise des Gilets jaunes », contre 58 % qui déclarent que le pouvoir doit « modifier largement [sa] politique économique et sociale » et 25 % qu'il doit « infléchir [sa] politique économique et sociale tout en gardant les grandes lignes ». Autant dire que le mouvement des Gilets jaunes a eu, et continue d'avoir un impact majeur sur la situation politique et sociale, et que Macron et son gouvernement ne sont pas au bout de leurs peines...

La Macronie aura beau brandir des chiffres concernant le nombre de réunions publiques ou le nombre de « contributions » au Grand débat, elle n'a de toute évidence pas repris la main. S'il ne s'agit pas de sous-estimer les points forts de Macron, qui avaient fait son succès lors de la présidentielle, force est de constater que les initiatives du « Grand débat » elles-mêmes sont souvent l'expression de fortes critiques de sa politique, qu'il ne pourra pas atténuer à coups de « petites phrases » ou de promesses floues. Ainsi, la situation catastrophique des « petites retraites », la disparition des services publics, et notamment du service public hospitalier, la question des violences policières, etc., se sont régulièrement invitées dans les initiatives de la majorité, y compris lorsque Macron était présent, un phénomène révélateur de la volonté de ne pas se laisser enfermer dans des discussions/diversions et de venir défier directement le pouvoir.

Il ne fait guère de doute que, malgré son sens du spectacle et de l'embrouille, le gouvernement va être bien en peine de trouver une sortie par le haut à la fin du Grand débat et d'éteindre l'incendie. « Notre débat à nous a commencé dès la mi-novembre, et rien de ce que nous avons proposé n'a été entendu » : cet extrait de l'un des appels à se mobiliser massivement à Paris le samedi 16 mars est à l'image de l'indignation et de la détermination maintenues dans le mouvement des Gilets jaunes. Ce dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Julien Salingue

Créé le Mercredi 6 mars 2019, mise à jour Mercredi 6 mars 2019, 13:02 :

<https://npa2009.org/actualite/politique/grand-debat-beaucoup-de-blabla-pour-rien>

Benalla : l'« affaire d'été » était bien une affaire d'État

L'affaire Benalla a connu de nouveaux développements au cours des dernières semaines,

qui témoignent, s'il en était encore besoin, que le « nouveau monde » promis par la Macronie ressemble à s'y méprendre à l'ancien : passe-droits, magouilles, barbouzeries... le tout au sommet de l'État.

Un véritable feuilleton que cette affaire Benalla, dont certains des récents rebondissements auraient probablement été refusés par des producteurs de séries d'espionnage, tant ils apparaissent comme étant « trop gros ». Dernière information en date - à l'heure où ces lignes sont écrites -, Alexandre Benalla et Vincent Crase se sont retrouvés, le 19 février, dans un box commun au Palais de justice de Paris, sans interdiction de communiquer, suite à un « cafouillage » : le mail transmettant les consignes des magistrats n'avait pas été envoyé aux personnes concernées. Lorsque l'on sait que les deux comparses se trouvaient au Palais de justice pour être placés en détention en raison d'une violation de leur contrôle judiciaire, qui leur interdisait de... se rencontrer et de communiquer entre eux, on a presque envie de rire.

« Rapport accablant pour la Présidence »

Mais on ne rit pas, car la situation ne s'y prête guère. Les derniers épisodes de l'affaire Benalla, qui est en réalité, chacun l'aura compris, une affaire Macron-Benalla, sont en effet de nouveaux révélateurs des pratiques et des méthodes de la Macronie, tant par les faits relatés que par les réactions qu'ils suscitent. Grâce à des enregistrements dévoilés par Mediapart, on a ainsi appris que Crase et Benalla avaient non seulement commis une violation de leur contrôle judiciaire en se rencontrant à la fin du mois de juillet, mais qu'ils avaient en outre organisé la destruction de preuves et menti effrontément devant les commissions d'enquête parlementaires. Le tout avec l'assurance, à en croire Benalla lui-même, qu'ils avaient le soutien du « patron », un certain Emmanuel Macron.

Quelques jours plus tard, le long rapport remis par la commission d'enquête sénatoriale se révélait, selon la chaîne Public sénat elle-même, « accablant pour la Présidence » : flou quant aux missions réellement confiées à Benalla, rétention d'information de la part du ministre de l'Intérieur, du préfet de police de Paris et du directeur de cabinet de Macron, absence de signalement au parquet, absences de sanctions réellement effectives, etc. Un réquisitoire dont la lecture laisse pantois, tant il témoigne du sentiment d'impunité de Benalla et, « en même temps », du fait que ce sentiment n'était pas injustifié tant la Macronie a tenté de le couvrir et, l'heure venue, de le sauver.

Circulez, y'a rien à voir ?

Du côté du pouvoir, on continue de jouer la montre, et de considérer que la meilleure défense est l'attaque : le rapport du Sénat a ainsi été la cible de nombreuses critiques, à commencer par celles d'Édouard Philippe lui-même, qui a cru bon de se déclarer « un peu déçu », jugeant « incompréhensible et souvent injustes » les remontrances de la commission sénatoriale, ajoutant que « traditionnellement les chambres ne se mêlent pas de l'organisation interne de la présidence de la République ». En substance : circulez, y'a rien à voir, ce qui se passe dans les couloirs de l'Élysée ne regarde que l'Élysée ! On est bien loin du provocateur « Qu'ils viennent me chercher » de Macron au début de l'affaire...

Indice du malaise qui se répand dans les hautes sphères du pouvoir, les démissions et annonces de départ s'enchaînent : Ahlem Gharbi et Barbara Frugier, conseillères « international », Sylvain Fort, conseiller en communication, Ismaël Emelien, l'un des plus proches conseillers de Macron, etc. Un signe tangible de la panique en cours, et de la volonté présidentielle de « resserrer les rangs » pour tenter de maintenir le cap malgré la tempête... Pas sûr que cette obstination soit couronnée de succès, a fortiori en plein mouvement des Gilets jaunes, parmi lesquels l'un des slogans les plus populaires est « Emmanuel Macron, on vient te chercher chez toi ». Les révélations s'enchaînant

(contrats russes, probables malversations financières, destructions de preuves, etc.), l'étau semble en effet se resserrer sur l'Élysée.

Julien Salingue

• Créé le Mercredi 27 février 2019, mise à jour Jeudi 28 février 2019, 11:12 :

<https://npa2009.org/actualite/politique/benalla-l-affaire-dete-etait-bien-une-affaire-detat>

Le macronisme : une main de fer dans un gant d'acier chromé

Loin d'être un supplément d'âme, les politiques autoritaires et liberticides du gouvernement Macron doivent être appréhendées comme le corollaire de ses politiques antisociales.

Depuis son élection, Emmanuel Macron a largement confirmé que sa posture de « libéral » dissimulait mal un projet de société dont l'un des piliers est une concentration des pouvoirs qui, si elle est grandement facilitée par la nature même des institutions de la 5^e République, n'en prend pas moins des formes inédites. On parle ici tout autant de la mainmise, sur les leviers de décision, des technocrates et autres start-upeurs non élus qui composent le proche entourage de Macron, que des politiques répressives et des législations liberticides, contre les droits démocratiques, contre la liberté de l'information, contre les libertés individuelles.

Négation de la légitimité de la contestation

Ainsi, comme nous le soulignons la semaine dernière dans nos colonnes, la loi dite « anti-casseurs », qui n'est rien d'autre qu'une loi anti-manifs, n'est pas un accident de parcours ou un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle s'inscrit « logiquement » dans une dérive autoritaire globale, corollaire d'une idéologie et de politiques ultra-libérales qui portent en elles la négation non seulement de la contestation, mais aussi de la légitimité de la contestation. Dans la mesure où elle se pense comme dépositaire de « la » vérité, la Macronie ne s'encombre guère de détails aussi insignifiants que le pluralisme, les mécanismes démocratiques, le débat public. Comme le souligne le journaliste Romaric Godin, « l'identité politique de l'hôte de l'Élysée peut se comprendre comme l'idée qu'il convient de briser avec les compromis du passé et de soumettre le pays, pour son « bien », à l'ordre économique. [...] Alors la solution cesse d'être politique. Le débat n'oppose plus la droite et la gauche, mais les défenseurs de la vérité, rebaptisée « réel » ou « modernité », et ceux de l'erreur. La fonction du chef de l'État n'est plus que de faire entrer son pays dans cette vérité. » [1]

Une composante du macronisme

L'autoritarisme est rien moins qu'une composante du macronisme, dont les projets d'adaptation brutale des structures économiques et sociales françaises aux nouvelles configurations du capitalisme mondialisé passent par une caporalisation de la société, une marginalisation des corps intermédiaires et une mise sous tutelle des contre-pouvoirs. Macron, c'est une main de fer dans un gant d'acier chromé, et les artifices communicationnels du président ont déjà fait long feu, comme le montrent les critiques de plus en plus nombreuses venues d'éditorialistes rapidement revenus de leur Macron-béatitude. À la tête d'un exécutif mal élu et disposant d'une base sociale particulièrement réduite, le manager Macron et ses chefs d'équipe, pour la plupart issus de la

« nouvelle économie » et des grandes écoles de commerce, entendent exercer le pouvoir comme s'ils administraient une start-up ou un cabinet d'avocats de Wall Street : une vitrine décontractée et moderne, mais une gestion brutale et autoritaire des « ressources humaines ».

Julien Salingue

1.« Les origines économiques de l'autoritarisme d'Emmanuel Macron », Mediapart, 4 février 2019. Disponible sur ESSF (article 47781), [Les origines économiques de l'autoritarisme d'Emmanuel Macron - Soumettre le pays](#).

• Créé le Vendredi 22 février 2019, mise à jour Vendredi 22 février 2019, 23:44 : <https://npa2009.org/actualite/politique/le-macronisme-une-main-de-fer-dans-un-gant-dacier-chrome>
